

LES PREMIERS MINISTRES DU QUÉBEC

De Pierre-Joseph-Olivier Chauveau
à Philippe Couillard



Depuis 1867,
trente et un premiers ministres
ont pris en main les destinées
du Québec. Chacun d'eux a
contribué à la collectivité en
fonction des défis et
des valeurs propres
à son époque. Ainsi, l'histoire
du Québec a été façonnée par
les décisions de ces dirigeants.

Fidèle à la devise
Je me souviens
inscrite sur sa façade,
l'Assemblée nationale vous
les présente.



CHAUVEAU, Pierre-Joseph-Olivier (1820-1890)

Premier ministre de 1867 à 1873

Pierre-Joseph-Olivier Chauveau est député de Québec de 1844 à 1855 au Parlement du Canada-Uni avant d'être nommé surintendant de l'Instruction publique. Homme de lettres, pédagogue et brillant orateur, il est le premier à occuper la fonction de premier ministre du Québec, en 1867. En même temps, il est ministre de l'Instruction publique. Son mandat est marqué par l'austérité budgétaire engendrée par la question du partage de la dette du Canada-Uni, qui limite beaucoup la marge de manœuvre du gouvernement du Québec. Il jette néanmoins les bases de la fonction publique québécoise et crée les premiers ministères de la province. À sa démission, en février 1873, il est nommé président du Sénat à Ottawa, poste qu'il occupe jusqu'en 1874. Il est également professeur de droit à l'Université Laval à Montréal jusqu'à son décès. Sa bibliothèque personnelle, cédée à l'Assemblée législative en 1892, est reconnue bien historique national en 2003.

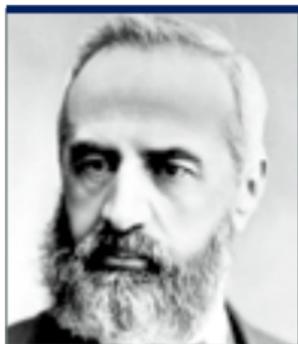




OUIMET, Gédéon (1823-1905)

Premier ministre de février 1873 à
septembre 1874

Gédéon Ouimet est député sous l'Union avant de s'illustrer comme procureur général dans le cabinet Chauveau. Il fait voter le premier Code municipal du Québec, en 1870, et décentralise l'appareil judiciaire. Il devient premier ministre conservateur en 1873 et met en vigueur une importante politique de développement ferroviaire grâce au premier grand emprunt du Québec à l'étranger. Il est contraint de démissionner en 1874 à cause du scandale des Tanneries. Il devient alors surintendant de l'Instruction publique, puis conseiller législatif.



BOUCHER DE BOUCHERVILLE, Charles-Eugène (1822-1915)

Premier ministre de 1874 à 1878 et
de décembre 1891 à décembre 1892

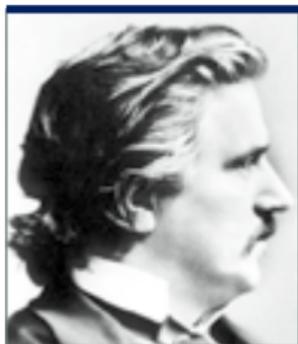
Médecin et seigneur, Charles-Eugène Boucher de Boucherville succède à Gédéon Ouimet à titre de premier ministre. Son gouvernement fait d'abord adopter une importante réforme électorale qui introduit, entre autres, le scrutin secret, puis abolit le ministère de l'Instruction publique afin de confier l'entière responsabilité de l'éducation au Conseil de l'Instruction publique. Il poursuit la politique d'investissement dans les chemins de fer amorcée par son prédécesseur. C'est aussi pendant son mandat que commence la construction de l'actuel hôtel du Parlement, en 1877. En 1878, le gouvernement conservateur de Boucherville est destitué par le « coup d'État » du lieutenant-gouverneur Luc Letellier de Saint-Just, qui refuse de sanctionner un projet de loi controversé. Cependant, il revient brièvement au pouvoir en décembre 1891. Son gouvernement accorde le droit de vote aux « filles majeures » et aux veuves à l'occasion des élections municipales et scolaires dans certaines municipalités. Fait à noter, il est l'un des deux seuls premiers ministres du Québec à diriger le gouvernement à partir du Conseil législatif, sans être député.



JOLY DE LOTBINIÈRE, Henri-Gustave (1829-1908)

Premier ministre de mars 1878 à octobre 1879

Henri-Gustave Joly, né en France en 1829, est le seul premier ministre de religion protestante à avoir gouverné le Québec. Ce seigneur, aussi homme d'affaires, entre en politique en 1861 et devient chef de l'opposition libérale en 1869. Il accède au pouvoir en 1878, à la faveur de la destitution du gouvernement Boucher de Boucherville. Le gouvernement Joly parachève le chemin de fer de la rive nord entre Montréal et Québec et poursuit la construction de l'hôtel du Parlement. Il ne dispose que d'une très faible majorité parlementaire et il parvient à se maintenir au pouvoir durant dix-neuf mois. Mais il est mis en minorité en Chambre en octobre 1879 et est contraint de démissionner. En 1888, il ajoute « de Lotbinière », le nom de sa mère, à son propre nom. Il est par la suite ministre fédéral dans le cabinet de Wilfrid Laurier et termine sa carrière comme lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique.



CHAPLEAU, Joseph-Adolphe (1840-1898)

Premier ministre de 1879 à 1882

Orateur flamboyant, Joseph-Adolphe Chapleau est ministre dans les cabinets conservateurs Ouimet et Boucher de Boucherville. À la destitution de ce dernier, en 1878, il prend la tête de l'opposition contre le gouvernement libéral de Joly. Il devient premier ministre du Québec en 1879. Durant son mandat, il contribue à rétablir les relations entre le Québec et la France grâce, entre autres, à un emprunt considérable sur le marché parisien et à la fondation du Crédit foncier franco-canadien. De plus, il réduit la dette du Québec en privatisant le chemin de fer de la rive nord entre Montréal et Québec. Ambitieux, il rêve de devenir chef du Parti conservateur du Canada. Il démissionne en 1882 pour devenir ministre fédéral à Ottawa au sein du cabinet de John A. Macdonald. Il est nommé lieutenant-gouverneur du Québec en 1892 et le demeure jusqu'en 1898.



MOUSSEAU, Joseph-Alfred (1837-1886)

Premier ministre de 1882 à 1884

Joseph-Alfred Mousseau, avocat et journaliste, fait d'abord carrière sur la scène fédérale à partir de 1874. Quand Joseph-Adolphe Chapleau quitte ses fonctions de premier ministre, en 1882, Joseph-Alfred Mousseau est secrétaire d'État dans le cabinet Macdonald. Tous deux échangeant leurs postes respectifs, Joseph-Alfred Mousseau se retrouve à la tête du gouvernement québécois. En 1883, son gouvernement enclenche la seconde phase de la construction de l'hôtel du Parlement. Toutefois, incapable d'unifier les forces divergentes à l'intérieur du Parti conservateur, il est forcé de démissionner en janvier 1884.



ROSS, John Jones (1831-1901)

Premier ministre de 1884 à 1887

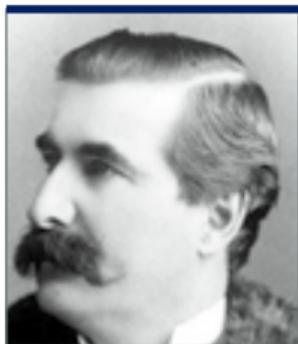
Médecin de profession, John Jones Ross commence sa carrière de député sous l'Union en 1861. Nommé conseiller législatif en 1867, il remplit plusieurs fonctions ministérielles dans les gouvernements conservateurs de Ouimet, Boucher de Boucherville et Chapleau. De 1884 à 1887, il impose un retour à l'équilibre budgétaire en réduisant, entre autres, les dépenses dans le domaine des chemins de fer. Toutefois, il convainc le gouvernement fédéral d'augmenter les subsides destinés au Québec en guise de compensation pour les investissements ferroviaires provinciaux. Cependant, son refus d'intervenir auprès d'Ottawa en faveur de Louis Riel, condamné à mort, provoque de graves dissensions au sein de son parti. Prévoyant être battu en Chambre, John Jones Ross démissionne au début de 1887. Comme le premier ministre Boucher de Boucherville avant lui, il dirige le gouvernement à partir du Conseil législatif sans être député.



TAILLON, Louis-Olivier (1840-1923)

Premier ministre de 1887 et de 1892 à 1896

Louis-Olivier Taillon est élu député conservateur en 1875. Il devient orateur de l'Assemblée législative en 1882, puis procureur général deux ans plus tard. À ce titre, il dirige le gouvernement Ross à l'Assemblée législative jusqu'en 1886. Lorsque John Jones Ross démissionne, au début de 1887, il lui succède et devient premier ministre. Cependant, minoritaire en Chambre, il doit à son tour démissionner après seulement quatre jours au pouvoir. À la démission de Charles-Eugène Boucher de Boucherville en 1892, il redevient premier ministre. Son mandat est marqué par un encouragement soutenu à l'agriculture. Toutefois, coincé par une dette qui accapare le tiers des revenus de l'État, il doit réduire les dépenses et imposer plusieurs taxes directes, ce qui le rend impopulaire. Louis-Olivier Taillon démissionne en mai 1896 et ne se représente pas devant l'électorat.



MERCIER, Honoré (1840-1894)

Premier ministre de 1887 à 1891

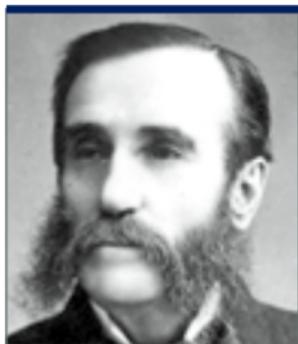
Après avoir siégé à la Chambre des communes, Honoré Mercier est élu député à Québec, en 1879, et devient ministre au sein du gouvernement Joly, puis chef de l'opposition libérale en 1883. En 1885, il fonde le Parti national, qui réunit libéraux et conservateurs dissidents, choqués de la pendaison du chef métis Louis Riel. Après avoir rallié une majorité de députés en Chambre, Honoré Mercier devient premier ministre en janvier 1887. Il apporte alors un élan à l'administration publique, aux chemins de fer et à la colonisation. De plus, il convoque à Québec la première conférence interprovinciale de l'histoire, qui fait de lui le père de l'autonomie provinciale québécoise. Il s'intéresse également aux questions d'hygiène publique, à l'immigration, aux asiles, au travail des enfants et à l'éducation. En 1891, il est reçu comme un chef d'État en France, en Belgique et à Rome. À son retour, Mercier et son gouvernement sont ébranlés par le scandale de la baie des Chaleurs. Cette controverse incite le lieutenant-gouverneur Auguste-Réal Angers à révoquer Honoré Mercier en décembre 1891.



FLYNN, Edmund James (1847-1927)

Premier ministre de mai 1896 à mai 1897

Originaire de la Gaspésie, Edmund James Flynn est élu sous la bannière du Parti libéral en 1878. Il joint les rangs du Parti conservateur en 1879 et contribue à la chute du gouvernement Joly. Il occupe diverses fonctions ministérielles, dont celle de procureur des terres de la Couronne, sous les gouvernements Chapleau, Ross, Boucher de Boucherville et Taillon. Parallèlement à sa carrière politique, Edmund James Flynn est avocat et professeur de droit à l'Université Laval. En 1895, il crée le parc des Laurentides, au nord de Québec, et celui de la Montagne tremblante. Il succède à Louis-Olivier Taillon en 1896 à titre de premier ministre du Québec. Il fait cependant face à une conjoncture peu favorable, résultat, entre autres, de l'usure normale du pouvoir, de l'arrivée en force des libéraux de Wilfrid Laurier à Ottawa et du ressentiment tenace à l'égard des conservateurs. Un an plus tard, le gouvernement Flynn est défait en 1897. Après ce revers, le Parti conservateur ne reprendra jamais plus le pouvoir au Québec.



MARCHAND, Félix-Gabriel (1832-1900)

Premier ministre de 1897 à 1900

Félix-Gabriel Marchand est élu député libéral en 1867. Notaire et journaliste, il siège durant 32 ans sans interruption en tant que représentant de la circonscription de Saint-Jean. Il est successivement ministre dans le cabinet Joly en 1878, orateur de la Chambre sous Honoré Mercier, en 1887, et chef de l'opposition à partir de 1892. Il profite d'une conjoncture favorable au Parti libéral et accède au pouvoir en 1897. Son mandat est marqué par une relative prospérité économique qui contribue au redressement de la situation financière de l'État. Il amorce la mise en valeur des ressources naturelles de la province, une politique qui ouvre la voie à l'expansion économique du Québec du début du XX^e siècle. Il tente de recréer le ministère de l'Instruction publique, aboli en 1876, mais les objections de l'épiscopat et du Conseil législatif font avorter ce projet. En réaction, il prépare l'abolition du Conseil, mais sa mort, survenue le 25 septembre 1900, l'empêche de mener ce dessein à terme.



PARENT, Simon-Napoléon (1855-1920)

Premier ministre de 1900 à 1905

Simon-Napoléon Parent est élu comme député libéral en 1890, puis comme maire de Québec quatre ans plus tard. En 1897, il fonde la Compagnie du pont de Québec et relance le projet de relier les deux rives du Saint-Laurent. La même année, il devient ministre des Terres, des Forêts et des Pêcheries avant de succéder, trois ans plus tard, à Félix-Gabriel Marchand. Reporté au pouvoir en 1900 et en 1904, il cumule les charges de maire de Québec et de premier ministre de la province. En 1902, il convoque à Québec une conférence fédérale-provinciale pour obtenir une augmentation des subsides fédéraux. Il favorise le développement industriel, forestier et hydroélectrique du Québec grâce à l'apport du capital anglo-américain. Les nationalistes et certains libéraux influents lui reprochent toutefois de vendre les ressources naturelles de la province à vil prix. Sous la pression d'une majorité de ses députés en désaccord avec son style de gestion, il démissionne comme premier ministre au début de 1905.



GOUIN, Lomer (1861-1929)

Premier ministre de 1905 à 1920

Gendre d'Honoré Mercier, Lomer Gouin est élu député libéral en 1897, puis fait partie du cabinet de Simon-Napoléon Parent. Il est l'un des instigateurs du mouvement de désaveu de Parent auquel il succède en 1905. En quinze ans de pouvoir, Lomer Gouin remporte quatre élections générales. Cet âge d'or du Parti libéral se distingue par l'exploitation des ressources naturelles et la création de nouvelles taxes qui quintuplent le budget du Québec. Son gouvernement s'intéresse à l'amélioration du système scolaire : il crée des écoles techniques, fonde l'École des hautes études commerciales et met sur pied le ministère de la Voirie ainsi que celui des Affaires municipales. En outre, il encourage la colonisation de l'Abitibi et agrandit considérablement le territoire du Québec grâce à l'acquisition de l'Ungava. Tout au long de sa carrière, il demeure un ardent défenseur de l'autonomie provinciale. En 1920, il démissionne pour devenir ministre fédéral de la Justice dans le cabinet de William Lyon Mackenzie King. Puis, il est nommé lieutenant-gouverneur en 1929 et décède la même année.



TASCHEREAU, Louis-Alexandre (1867-1952)

Premier ministre de 1920 à 1936

Louis-Alexandre Taschereau vient d'une grande famille liée au pouvoir depuis l'époque de la Nouvelle-France. Élu en 1900, il est nommé ministre du Travail et des Travaux publics en 1907 dans le cabinet Gouin. À ce titre, il fait construire plusieurs édifices administratifs autour de l'hôtel du Parlement, ce qui concrétise l'idée de cité parlementaire. Il devient premier ministre en 1920 et adopte plusieurs mesures importantes au cours d'une période caractérisée par la prospérité. En 1921, il crée la Commission des liqueurs, qui institue la régie d'État du commerce des alcools. À la même époque, il vote la Loi de l'assistance publique, réforme la Commission des accidents du travail, et institue les Archives et le Musée de la province. Il consacre également une grande partie du budget de l'État à la construction du réseau routier, rendu nécessaire par l'essor de l'automobile. On lui doit aussi la fondation de l'École des beaux-arts, à Québec et à Montréal. Toutefois, les mesures prises pour pallier les effets de la crise économique de 1929 le rendent impopulaire. Enfin, des dissensions internes dans son parti, aggravées par les révélations du Comité des comptes publics, le contraignent à céder le pouvoir en 1936.



GODBOUT, Joseph-Adélar (1892-1956)

Premier ministre en 1936 et de 1939 à 1944

Agronome de profession, Joseph-Adélar Godbout est élu en 1929 et est nommé ministre de l'Agriculture l'année suivante dans le cabinet de Louis-Alexandre Taschereau. Il lui succède brièvement en juin 1936, mais concède la victoire à l'Union nationale de Maurice Duplessis deux mois plus tard. En 1939, il prend sa revanche et revient au pouvoir peu après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Malgré ce contexte difficile, le gouvernement Godbout est marqué par le progressisme. En particulier, il accorde le droit de vote aux femmes en 1940 et rend obligatoire, en 1942, la fréquentation scolaire pour les enfants de 6 à 14 ans. Sa Loi des relations ouvrières, votée en 1944, est considérée à l'époque comme un véritable code du travail. L'administration Godbout instaure également la Commission du service civil pour tenter d'arrêter l'arbitraire qui prévaut dans l'embauche et la rémunération des fonctionnaires. On lui doit aussi la création d'Hydro-Québec et une nationalisation partielle de l'électricité. Victime de l'impopularité des libéraux fédéraux causée par la menace de la conscription, le gouvernement Godbout est défait en 1944.



DUPLESSIS, Maurice (1890-1959)

Premier ministre de 1936 à 1939 et
de 1944 à 1959

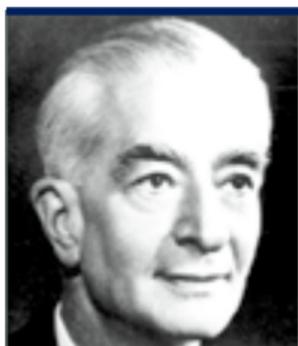
Maurice Duplessis est originaire de Trois-Rivières, circonscription qu'il représente durant plus de 32 ans au Parlement de Québec. D'abord élu sous la bannière du Parti conservateur en 1927, il en devient le chef en 1933. Puis, allié à un groupe de libéraux dissidents, il fonde l'Union nationale et accède au pouvoir en 1936. Son gouvernement crée le ministère de la Santé, vote la Loi des salaires raisonnables et les pensions aux aveugles et aux mères nécessiteuses. C'est cependant la création de l'Office du crédit agricole, une promesse faite aux cultivateurs, qui lui vaudra pendant longtemps l'appui des milieux ruraux. Anticomuniste et conservateur sur le plan social, il appuie la présence de l'Église catholique dans les milieux de la santé et de l'éducation. De retour au pouvoir en 1944, il favorise l'électrification rurale, investit dans le secteur des travaux publics et permet le développement des immenses ressources naturelles du Nord québécois. Il défend farouchement l'autonomie provinciale et dote le Québec de son drapeau officiel en 1948. Maurice Duplessis obtient de plus la création d'un impôt provincial sur le revenu en 1954 et gouverne le Québec sans trop l'endetter. Il décède en fonction, en septembre 1959, après avoir été premier ministre durant dix-huit ans, un record de longévité politique au Québec.



SAUVÉ, Paul (1907-1960)

Premier ministre de septembre 1959
à janvier 1960

Paul Sauvé, élu député conservateur en 1930, succède à son père, Arthur, qui représentait la circonscription de Deux-Montagnes depuis 1908. Défait en 1935, il est réélu l'année suivante sous la bannière de l'Union nationale, et préside l'Assemblée législative jusqu'en 1939. Puis, il s'enrôle dans l'armée et prend part au débarquement de Normandie en tant qu'officier dans les Fusiliers Mont-Royal. De 1946 à 1959, il agit comme ministre du Bien-Être social et de la Jeunesse dans le cabinet de Maurice Duplessis. Au décès de ce dernier, Paul Sauvé devient premier ministre du Québec. Il promet et amorce de grands changements, qu'il n'a pas le temps de compléter : il meurt subitement en janvier 1960, moins de quatre mois après son accession au pouvoir.



BARETTE, Antonio (1899-1968)

Premier ministre de janvier à juin 1960

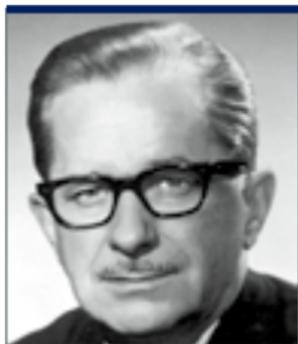
Antonio Barrette est élu député de l'Union nationale en 1936. À partir de 1944, il est ministre du Travail dans les cabinets Duplessis et Sauvé avant de devenir premier ministre, en janvier 1960. Antonio Barrette poursuit les projets de réforme amorcés par son prédécesseur, mais perd le pouvoir aux élections générales de 1960. Il devient par la suite ambassadeur du Canada en Grèce.



LESAGE, Jean (1912-1980)

Premier ministre de 1960 à 1966

Jean Lesage commence sa carrière politique au Parlement fédéral en 1945. Il est d'abord ministre dans le cabinet Saint-Laurent durant plusieurs années avant de quitter Ottawa en 1958 pour devenir chef du Parti libéral du Québec. Il accède au pouvoir en 1960 à Québec et dirige un gouvernement réformateur qui enclenche la Révolution tranquille. Le Québec entre alors dans la modernité grâce à l'instauration d'un régime d'assurance hospitalisation, la réforme du système d'éducation et la modernisation de la fonction publique. De nouveaux ministères sont formés pour répondre aux besoins de l'État québécois en croissance: Éducation, Affaires culturelles et Affaires fédérales-provinciales. Sur le plan économique, Jean Lesage préside à la nationalisation de l'électricité et à la création de la Société générale de financement, la Caisse de dépôt et placement et la Régie des rentes du Québec. Durant son mandat, deux délégations générales du Québec voient le jour à Paris et à Londres. Après six ans de profonds changements, Jean Lesage et son équipe sont défaits en 1966. Il est chef de l'opposition jusqu'en 1970, année où il se retire de la vie politique.



JOHNSON, Daniel (père) (1915-1968)

Premier ministre de 1966 à 1968

Daniel Johnson père est élu député de l'Union nationale en 1946. À partir de 1958, il est ministre des Ressources hydrauliques dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette. Johnson devient chef de son parti en 1961. Il siège comme chef de l'opposition officielle jusqu'en 1966, année où il accède au pouvoir. Premier ministre, il poursuit la Révolution tranquille, notamment par la création du réseau des cégeps et de l'Université du Québec. De plus, il contribue à promouvoir la place du Québec sur la scène internationale à l'occasion de l'Exposition universelle de Montréal, en 1967. Sous sa gouverne, les liens avec la France se resserrent et le Québec entre officiellement dans la Francophonie. Sur le plan national, il défend les aspirations des Québécois basées sur l'égalité des deux peuples fondateurs dans son manifeste *Égalité ou indépendance*, publié en 1965. Dans la foulée, il revendique à plusieurs reprises une réforme constitutionnelle afin d'améliorer la place du Québec au sein du Canada. Johnson décède en fonction en septembre 1968, durant l'inauguration du barrage Manic-5 qui, aujourd'hui, porte son nom.



BERTRAND, Jean-Jacques (1916-1973)

Premier ministre de 1968 à 1970

Jean-Jacques Bertrand est élu député de l'Union nationale pour la première fois en 1948. Il accède au cabinet Duplessis en 1958 et, par la suite, fait partie des cabinets Sauvé, Barrette et de Johnson père. Il devient premier ministre en octobre 1968. Il mène à terme une importante réforme des institutions politiques : il abolit le Conseil législatif, et l'Assemblée législative devient l'Assemblée nationale. Par ailleurs, il affronte une importante contestation étudiante et ouvrière sur fond de tensions linguistiques. Il tente alors d'apaiser la crise par l'adoption du projet de loi 63, qui accorde le libre choix de la langue d'enseignement. Jean-Jacques Bertrand dirige le dernier gouvernement de l'Union nationale de l'histoire du Québec. Il est défait aux élections générales de 1970.



BOURASSA, Robert (1933-1996)

Premier ministre de 1970 à 1976
et de 1985 à 1994

Robert Bourassa est élu député libéral pour la première fois en 1966. Quatre ans plus tard, à l'âge de 36 ans, il devient le plus jeune premier ministre de l'histoire du Québec. Son gouvernement entreprend de nombreuses réformes, telles l'implantation du régime d'assurance maladie et la création des centres locaux de services communautaires (CLSC). En outre, il lance un vaste programme d'infrastructures publiques, entre autres, la construction d'autoroutes, d'installations olympiques et de barrages hydroélectriques sur le territoire de la Baie-James. Pour tenter de répondre aux tensions linguistiques, il proclame, en 1974, le français langue officielle du Québec. Il fait aussi adopter, l'année suivante, la Charte des droits et libertés de la personne. Défait en 1976, il quitte son poste de chef de parti et enseigne dans différentes universités d'Europe, des États-Unis et du Québec. En 1985, il revient au pouvoir et son gouvernement vote, trois ans plus tard, le projet de loi 178, qui proclame la prééminence du français dans l'affichage. Le gouvernement Bourassa fait aussi adopter le nouveau Code civil du Québec après des années de travail de refonte. Cette période est également marquée par les négociations constitutionnelles autour de l'accord du lac Meech et du référendum sur l'accord de Charlottetown. En 1994, Robert Bourassa démissionne et quitte la vie politique.



LÉVESQUE, René (1922-1987)

Premier ministre de 1976 à 1985

René Lévesque est journaliste de profession et se fait élire en 1960 sous la bannière libérale. Ministre dans le cabinet Lesage, il nationalise, autour d'Hydro-Québec, toutes les grandes compagnies privées d'électricité. En 1967, il quitte le Parti libéral et fonde le Mouvement souveraineté-association, qui devient le Parti québécois l'année suivante. Victorieux aux élections générales de 1976, il dirige le premier gouvernement souverainiste de l'histoire du Québec. Son premier mandat se démarque, entre autres, par le projet de loi 101, qui affirme la prédominance du français au Québec, l'implantation du régime de l'assurance automobile et la protection du territoire agricole. Il légifère aussi pour favoriser la transparence en matière de financement des partis politiques. En 1980, le gouvernement Lévesque consulte la population par référendum afin d'obtenir le droit de négocier la souveraineté-association avec le reste du Canada : cette proposition est rejetée à 59,6 %. Puis, il affronte une crise économique aggravée par un taux de chômage élevé. De surcroît, il ne peut empêcher le rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne, en 1982, par le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau. En 1985, René Lévesque démissionne de son poste de premier ministre.



JOHNSON, Pierre Marc (1946-)

Premier ministre d'octobre à décembre 1985

Pierre Marc Johnson est diplômé en science politique, en droit et en médecine. Élu député du Parti québécois en 1976, il remplit de multiples fonctions ministérielles dans le cabinet de René Lévesque. Après la démission de ce dernier, en 1985, Johnson est élu président du Parti québécois et devient premier ministre. Son gouvernement est défait peu après aux élections générales de 1985. Pierre Marc Johnson siège ensuite comme chef de l'opposition officielle jusqu'en 1987, année de son départ de la scène politique.



JOHNSON, Daniel (fils) (1944-)

Premier ministre de janvier à septembre 1994

Daniel Johnson fils est élu député libéral pour la première fois en 1981. Avocat et administrateur, il remplit plusieurs fonctions ministérielles dans le second cabinet Bourassa. Il devient chef du Parti libéral à la fin de 1993, puis occupe la fonction de premier ministre du Québec de janvier à septembre 1994. Daniel Johnson agit ensuite comme chef de l'opposition officielle jusqu'en 1998, année où il se retire de la vie politique.



PARIZEAU, Jacques (1930-2015)

Premier ministre de 1994 à 1996

Formé à la London School of Economics, Jacques Parizeau est d'abord conseiller économique auprès des premiers ministres Lesage, Johnson et Bertrand avant de se lancer dans l'arène politique. Élu député du Parti québécois en 1976, il remplit plusieurs fonctions ministérielles, dont celle de ministre des Finances dans le cabinet Lévesque jusqu'en 1984. Il se consacre ensuite à l'enseignement à l'École des hautes études commerciales. En 1988, il est élu président du Parti québécois et siège dès l'année suivante comme chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale. Il devient premier ministre en 1994 et organise un nouveau référendum sur la souveraineté du Québec. Le 30 octobre 1995, le Non l'emporte dans une proportion de 50,6 %. Au lendemain de cette défaite, Jacques Parizeau annonce sa démission et quitte le pouvoir en janvier 1996.



BOUCHARD, Lucien (1938-)

Premier ministre de 1996 à 2001

Avant de se lancer en politique, Lucien Bouchard mène une carrière d'avocat spécialisé dans les relations de travail et les affaires constitutionnelles. Il devient ambassadeur du Canada en France en 1985 avant d'être élu, en 1988, député conservateur à Ottawa. Il est notamment ministre de l'Environnement dans le cabinet Mulroney jusqu'en 1990, année où il laisse son parti en réaction à l'échec de la ratification de l'accord du lac Meech. Il participe activement à la fondation du Bloc québécois et siège à partir de 1993 comme chef de l'opposition officielle à la Chambre des communes. Il joue un rôle important dans le camp du Oui au cours du référendum de 1995. En janvier 1996, il succède à Jacques Parizeau comme premier ministre du Québec et président du Parti québécois. Le gouvernement Bouchard poursuit l'objectif de rétablir l'équilibre des finances publiques, crée un réseau de garderies financées par l'État et pilote d'importantes réformes en santé, en éducation et dans le domaine municipal. Après sa démission, en 2001, Lucien Bouchard retourne à la pratique du droit.



LANDRY, Bernard (1937-)

Premier ministre de 2001 à 2003

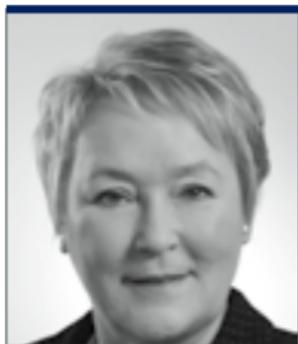
Bernard Landry est élu député du Parti québécois en 1976 et remplit de nombreuses fonctions ministérielles dans les cabinets Lévesque, Johnson (Pierre Marc) et Parizeau. Il agit dans le cabinet Bouchard comme vice-premier ministre et responsable de différents ministères à vocation économique. Bernard Landry est assermenté premier ministre le 8 mars 2001 et fait de la santé, du développement économique et régional ainsi que de la lutte à la pauvreté ses priorités. Il poursuit aussi les réformes amorcées par son prédécesseur, notamment dans le domaine municipal. Défait en 2003, il devient chef de l'opposition officielle, fonction qu'il occupe jusqu'en 2005, année de sa démission.



CHAREST, Jean (1958-)

Premier ministre de 2003 à 2012

Jean Charest est élu député progressiste-conservateur au Parlement d'Ottawa en 1984, à l'âge de 26 ans. Réélu quatre fois de suite, il assume plusieurs charges ministérielles au sein des cabinets Mulroney et Campbell. Il devient chef du Parti progressiste-conservateur en 1993, puis quitte la scène politique fédérale cinq ans plus tard pour devenir chef du Parti libéral du Québec. Élu député de la circonscription de Sherbrooke en 1998, il est chef de l'opposition officielle jusqu'au 29 avril 2003, date à laquelle il est assermenté premier ministre du Québec. À ce titre, il priorise le développement des ressources naturelles, l'amélioration de la politique familiale et les investissements dans les infrastructures publiques. Défait en 2012, il est le premier chef de gouvernement depuis Maurice Duplessis à avoir gouverné durant trois mandats consécutifs.



MAROIS, Pauline (1949-)

Première ministre de 2012 à 2014

Élue pour la première fois en 1981, Pauline Marois est diplômée en service social et en administration des affaires (MBA). Elle dirige plusieurs ministères importants dans les cabinets Bouchard, Parizeau et Landry, tels les ministères des Finances, de l'Éducation et de la Santé en plus d'être vice-première ministre de 2001 à 2003.

Élue chef du Parti québécois le 26 juin 2007, elle devient cinq ans plus tard la première femme de l'histoire à diriger le Québec. Son gouvernement se concentre sur les questions de l'encadrement des contrats publics, de l'exploitation des ressources naturelles et de la laïcité. Il procède aussi à une refonte du Code de procédure civile. Pauline Marois est défaite aux élections générales du 7 avril 2014.



COUILLARD, Philippe (1957-)

Premier ministre depuis 2014

Médecin de profession, Philippe Couillard est élu à l'Assemblée nationale en 2003. Pendant cinq ans, il est ministre de la Santé et des Services sociaux au sein du cabinet Charest. Après avoir quitté la vie politique quelques années, il est élu en mars 2013 chef du Parti libéral du Québec, puis devient chef de l'opposition à l'Assemblée nationale. Il est premier ministre du Québec depuis le 23 avril 2014.

Renseignements généraux : 418 643-7239
Télécopieur : 418 646-4271
Courriel : responsable.contenu@assnat.qc.ca



assnat.qc.ca/mediassociaux